



SALAIRES, EMPLOI, RETRAITE, CONDITIONS DE TRAVAIL, DROITS SOCIAUX, SERVICES PUBLICS, PARTAGE DES RICHESSES...

**En avril, votre bulletin de vote risque d'être très insuffisant...
Votre mobilisation doit peser maintenant pour un avenir de justice sociale.**

La crise est prise comme prétexte par le patronat, relayé par le gouvernement en place, pour rogner toujours plus d'acquis, pour démolir la protection sociale, pour démanteler les services publics et maintenir les salariés dans la précarité salariale et la peur de perdre leur emploi. Le capitalisme utilise cette crise qu'il a créée pour asservir les peuples en Europe comme ailleurs dans le monde.

La mise en concurrence des salariés entre eux est un moyen de faire des profits: les gros donneurs d'ordre français (des entreprises de taille mondiale ou européenne) retiennent dans leur marché les moins disant, qui sont souvent des entreprises étrangères. Les entreprises locales ne peuvent s'aligner sans de lourdes pertes. Mais elles mettent en même temps leurs salariés au chômage.

La tentation est alors grande de rendre responsable le travailleur étranger responsable de cette perte d'emploi. Le vrai responsable est pourtant le manque d'harmonisation sociale européenne et/ou mondiale. Le patronat ne veut pas de cette harmonisation pour mettre les salariés en concurrence à tous niveaux.

Le front national attise ces rivalités entre travailleurs arguant du patriotisme économique et de la préférence nationale.

La CGT a mobilisé à Saint Nazaire sur la thématique « un site, un statut » pour réaffirmer qu'on ne peut utiliser la misère économique pour propager la haine. S'il faut se battre c'est contre la logique financière capitaliste qui met à genou les économies, aidée par les gouvernements libéraux qui vendent le bien commun aux marchés. Il faut aussi combattre les idées rétrogrades et populistes: le FN n'est pas à coté des salariés mais roule pour les puissances de l'argent et la vieille France moraliste. La CGT 44 appelle à 24h grève et à manifester à Saint-Nazaire, un des bassins d'emplois où les salariés sont confrontés de plein fouet à la crise du capitalisme sauvage.

Refusons de payer cette crise, refusons de hurler avec les hyènes. Revendiquons des conditions de travail et des salaires décents (1700 euros brut mini), une retraite pleine à 60 ans, des services publics de qualité, des droits sociaux répondant aux besoins, des emplois pour tous...

La CGT du 44 appelle à 24h de grève

Le mercredi 18 janvier 2012

**pour interpeller partout le patronat et les décideurs politiques et
à une manifestation départementale**

à 14h - Saint Nazaire

(Place de l'Amérique Latine)

Sommet sur l'emploi le 18 janvier 2012 : la CGT alerte et mobilise

Sans doute conscient des effets très négatifs des chiffres du chômage et de la précarité sur le comportement des électeurs le président de la république redécouvre subitement les vertus du « dialogue social » et convoque le 18 janvier un sommet social sur l'emploi.

Loin de tirer les vrais enseignements sur les origines de la crise, gouvernement et patronat ambitionnent d'en tirer parti pour obtenir la remise en cause des principes fondamentaux du droit social et s'entendent pour viser :

- Les bases du financement de la Sécurité Sociale,
- Davantage de flexibilité dans les horaires de travail,
- Des mesures fiscales et financières pour alléger le « coût du travail » (suppression des prestations familiales, du versement transport à la charge des entreprises et exonérations des cotisations sur salaires jusqu'à 3 fois le SMIC),
- Une hausse de la CSG, de la TVA,
- Assouplissement de certaines règles en matière d'hygiène et de sécurité, etc.
- La baisse des salaires, en proposant des accords « maintien d'emploi si baisse de salaire ». Pour la CGT ce serait donnant/perdant pour les salariés.

Malgré l'importance des enjeux il n'a pas été possible d'organiser une riposte unitaire lors de la réunion de l'intersyndicale du 19 décembre. La CGT considère indispensable de poursuivre l'information et la mobilisation des salariés notamment sur les salaires et l'emploi et appelle le **mardi 18 janvier**, jour du Sommet à l'Élysée, à une journée de **mobilisation interprofessionnelle**.

Face au chantage sur les droits sociaux, la CGT réaffirme ses dix exigences pour une autre répartition des richesses créées :

1. Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux, faire respecter l'égalité salariale femmes/hommes.
2. Contrôler les aides publiques aux entreprises.
3. Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
4. Supprimer des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.
5. Stopper les suppressions d'emplois.
6. Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
7. Réformer la fiscalité en profondeur.
8. Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits.
9. Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
10. Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.